

Le forum des lecteurs

Page coordonnée par Jean-François Crozier

(Les opinions exprimées dans cette rubrique n'engagent que leurs auteurs et en aucun cas la responsabilité de France Soir)

La semaine de 68 heures

Après la semaine des 35 heures, on envisagerait celle des 68 heures ? Parmi tous les Européens, les Français sont ceux qui travaillent le moins. Certains osent affirmer sans rire que si ces paresseux travaillaient beaucoup plus longtemps, entre autres avantages, cela réduirait le chômage ! C'est farce. Le doublement des heures de travail aurait un effet immédiat : il permettrait aux entreprises d'embaucher deux fois moins de salariés, de licencier la moitié des effectifs. Le chômage exploserait, dopé aussi par maintes délocalisations. Trouver du travail deviendrait un privilège autant qu'une galère. Le gros de la population française se répartirait en deux camps : les travailleurs esclaves et les sans-emploi misérables. Un petit cénacle tirerait son épingle du jeu. En premier lieu, quelques industriels et grands patrons défenseurs du système, qui amasseraient des fortunes colossales. Accessoirement, les hommes politiques, les vedettes, les tenants de la haute finance, d'anciens et nouveaux riches assez bien pourvus pour n'être menacés ni par la misère ni par l'esclavage.

Isabelle Drouin, 75 Paris

L'usine à gaz

L'Europe s'est construite autour de principes aujourd'hui bafoués : en 1957, il s'agissait de faire profiter l'ensemble des populations constituant les Etats fondateurs d'une certaine prospérité économique et industrielle. Depuis le traité de Maastricht en 1992, cet esprit n'a cessé d'être remis en cause et détourné. Aujourd'hui, l'Europe ressemble da-

Tout va bien...



Photo: A. Vesil/AF

On va peut-être connaître nos origines sur la planète Titan, on construit le plus gros avion du monde... mais le zoo de Vincennes se meurt, les conduites de gaz sont presque toutes à changer, les logements sociaux brillent par leur absence, les hôpitaux sont invivablement encombrés, les prisons toujours surchargées... A part ça, tout va bien !

E.R., 95 Argenteuil

vantage, par son orientation ultra-libérale, par son manque d'homogénéisation, par la complexité de son fonctionnement, par ses disparités culturelles, économiques et sociales, à une usine à gaz ne pouvant apporter que régression sociale, plaçant au second plan l'objectif de croissance et d'emploi, de

par sa politique monétaire sans contrôle. Elle est dirigée par une nomenclatura possédant tous les pouvoirs, l'argent et les privilèges, une vie totalement coupée des réalités quotidiennes de la population. Elle ne peut que défendre ses intérêts et non celui des peuples qu'elle dirige et opprime tout à la

fois. Installée aux trois échelons de pouvoir - bruxellois, national et régional -, cette régime sur une masse de travailleurs taillés et corvéables à merci, se protégeant derrière un Etat policier omniprésent. Depuis l'Europe n'a jamais créé d'emploi ni de croissance : la dernière, de 3 %, datant des années 1988-90. Quant au traité de Nice en 2001, n'a fait, entre autres, qu'accélérer le moment des délocalisations d'entreprises

David Patrick, 35 Châteauneuf

Au travail !

Deux grands vainqueurs sont sortis de ce référendum. Tout d'abord la démocratie un taux de participation très élevé. Ensuite les instituts de sondage qui ont prédit le résultat avec une grande précision. Autour de nos hommes politiques désormais de l'Europe en sorte également gagnée. Pour cela, il faut éviter de se rejeter la responsabilité de l'échec l'un sur l'autre, ou les déclarations péremptoires qui voudraient faire croire qu'il n'y avait pas de plan B mettre au travail. La question de savoir si un nouveau projet devrait comporter plus de libéralisme ou plus de socialisme est un problème. Car ce n'est pas à la Constitution de prévoir quelle politique voudront les Français à un moment donné. Une Constitution doit se contenter de fixer les règles de la démocratie et donc permettre au citoyen de décider par son vote à chaque échéance électorale dans quel sens ils veulent infléchir la politique de leur pays. Ce principe s'applique également à un éventuel référendum européen.

Sylvia Offen, 17 Saintes (cou)

La tribune

Par Nicolas Gros-Verheyde*

Erreur de casting à la Commission européenne...

On nous l'avait annoncé habile politique, fin stratège, européen convaincu. L'ancien Premier ministre du Portugal, appelé en juin dernier à prendre la succession à la tête de la Commission européenne de Romano Prodi, se décrit d'ailleurs lui-même comme « modéré du centre droit », réfute l'étiquette de « néolibéral » et répète à qui veut l'entendre qu'il est « à l'écoute ». Mais depuis sa prise de fonction, en novembre dernier, la réalité se décolle de cette image d'Epinal.

Son intronisation a été, il est vrai, entachée d'une erreur funeste. L'entêtement à garder Buttiglione comme commissaire à la justice avait provoqué une première crise. Fallait-il être si ignorant des équilibres européens pour ne pas avoir vu se raidir les positions non seulement à gauche mais aussi au centre et à droite ? Comment n'avoir pas sauté ensuite sur cette opportunité pour obtenir la nomination d'autres commissaires, un peu plus performants, comme aurait fait un homme qui comprendrait un rien tactique ? Quelques questions commentaient à tarabouter... L'homme n'aurait-il pas su quitter sa défroque de Premier ministre partisan ? Ne restait-il pas celui qui n'avait pas hésité à réunir, aux Açores, un sommet du clan pro-guerre (Américains, Anglais, Espagnols, Portugais), ce qui n'avait pas peu attisé la division entre Européens ?

D'autres signes inquiétants ne laissent pas d'interpeller. Dès son arrivée au Berlaymont (le siège historique de la Commission, rénové à grands frais), le nouveau président de la Commission européenne a fait d'instinctivement renforcer la sécurité autour de sa

propre personne. Les portes ont été claquemurées, contrairement à la tradition de transparence qui prévalait à Bruxelles. Avec un objectif avéré : éviter tout œil indiscret et surtout toute question gênante : aux étages supérieurs du Berlaymont, difficile de percevoir les clameurs de la ville. Au vrai, Barroso tient, avant tout, à être considéré comme un grand mais dès les premières décisions politiques, on a pu saisir que la pu-

Barroso tient, avant tout, à être considéré comme un grand...

gnacité n'était pas son fort. Au lieu de tirer parti de l'échec du processus de Lisbonne, de donner enfin un vrai projet pour l'Europe - compréhensible aux yeux de tous -, il a produit un des documents les plus fades et bureaucratiques que Bruxelles ait jamais publiés. Tout ce qui pouvait représenter une petite contrainte vers le haut, une certaine originalité - la mesure des performances des pays, la présence d'objectifs sociaux comme la réduction de la pauvreté - a été soigneusement effacé. Et le document réduit à une espèce de bouillie indigeste imbibée d'une seule idée : diminuons la législation, cela ne peut que nuire aux entreprises, laissons faire le marché... et les gouvernements. Eux seuls savent ! A la

place, on voit croître et multiplier des « livres verts », communications et bilans de toutes sortes, année européenne pour ci, lancement d'un institut pour cela, etc. Au lieu de l'union souhaitée s'installe la division. Au point que l'on doute même, même en interne. Où est passé le projet européen ? Est-ce vraiment pour cela qu'on a créé une Commission, qu'on lui consacre 1 % des impôts ? Pour accroître les divisions ? Est-ce vraiment d'une machine à produire du papier dont les Européens ont besoin ?

La feuille de route d'un président de la Commission européenne n'est certes pas une sinécure. Il faut être pourvoyeur d'idées en acceptant de voir la paternité de ses succès endossée par d'autres. Il faut savoir manier le bâton et être prêt à servir de punching-ball aux humeurs des uns ou des autres. Enfin il faut savoir s'imposer dans les moments difficiles. Un rôle, peu reluisant, plus proche de l'abnégation du marcheur de fond que du sprinter de jeux Olympiques, mais nécessaire. Sans un mécanicien à bord, tantôt roué, tantôt fort, et imaginaire, le moteur communautaire tourne à vide. Or ce rôle, l'actuel président de la Commission européenne ne l'assume pas, n'en veut pas ! Barroso s'aime trop pour cela et, surtout, voudrait tant être aimé. En cela, il se trompe de scène et d'époque. L'Europe n'est pas la Chine de Mao : Sauf à faire violence à sa nature, Barroso ne semble pas être l'homme dont l'Europe rêve ni, surtout, celui dont elle a besoin.

* Correspondant chargé des affaires européennes à Bruxelles

FranceSoir

www.francesoir.fr

Président fondateur Robert SALMON

Directeur général 1949 Pierre LAZAREFF

Président et Directeur de la publication
Ramy Raymond Lakah

Vice-Présidents
André BERCOFF et Jacques SOPPELSA

Directrice de la rédaction
Valérie LECASBLE

Presse Alliance
Principaux associés : Montaigne Press, Poligrafici Edition
Société par actions simplifiée au capital de 5.000.010 €

Durée : 99 ans à compter du 21-7-1976

Directeur général
Eric FAUVEAU

Directeur général adjoint
Daniel D.JAMA

Siège social et rédaction :
45, avenue Victor-Hugo,
bât. 265, 93534 Aubervilliers Cedex

Téléphone : 01.53.56.87.00

Fax : 01.53.56.87.68

Imprimerie G&S Aubervilliers

Méditerranée Offset-Press, Virvilles

Toulouse Offset-Press, Toulouse

Imprimé en FRANCE/Printed in FRANCE

PUBLICITE

Tél. : 01.53.56.89.55

Fax : 01.53.56.88.48

pub@pressealliance.com

Service abonnements

B 180, 60732 Sainte-Geneviève Cedex

Tél. : 0.825.007.718 - Fax : 03.44.12.51.54

Tarif abonnements :

Postal (sauf Paris et Hauts-de-Seine) :

6 mois 124,20 € ; 1 an 240,40 €

Par portage (Paris et Hauts-de-Seine) :

6 mois 135,00 € ; 1 an 270,00 €

Etranger et avion sur demande

Diffusion : Tél. : 01.53.56.87.80

diffusion@pressealliance.com

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Commission paritaire n° 65.246

Ce journal se compose de 2 cahiers : 1 cahier de 26 pages

+ 1 cahier courses hebdomadaire de 14 pages

ISSN 1120-6860 - Abonnement 60 DA - Annuaire 165 € - Annonces 1 € - Articles 1 €

Adresses CPA 1000 FFA - Annuaire 220 € - Belgique 110 €

Cartonnet 1500 FFA - Carte 1200 FFA - Carte 6000 FFA - Europe 1100

Europe 1500 FFA - Grande-Bretagne 1 € - Grèce 1700 FFA

Grèce 1500 FFA - Italie 1500 FFA - Japon 1100 FFA - Pays-Bas 1100

Portugal 1500 FFA - Roumanie 1800 FFA - Suisse 2300 FFA - Tunisie 1400 FFA

Les suppléments de France Soir ne sont pas disponibles à l'étranger